



Droit Administratif

45^e année

Sous la direction de :

Jean-Bernard AUBY, Professeur à l'Université de Paris-II, Directeur du Juris-Classeur Administratif

Comité de rédaction :

Michel BAZEX, Professeur de droit public à l'Université de Nanterre-Paris-X

Paul LIGNIÈRES, Avocat à la Cour (Lijnklaters)

Martine LOMBARD, Professeur à l'Université Panthéon-Assas-Paris-II

Alain MÈNÈMÈNIS, Conseiller d'État, Professeur associé à l'Université Panthéon-Assas-Paris-II

N° 6 - JUIN 2006

Alertes 12 à 13

Études 10 et 11

Commentaires 92 à 109

Associations

11 Les associations et le droit administratif : plaider pour la convention d'objectifs et de moyens

Étude par Sophie NICINSKI,
Professeur à l'université d'Orléans (p. 7)

Les conventions d'objectifs et de moyens liant les collectivités publiques aux associations procèdent d'une logique autre que celle de la commande publique : celle de la réglementation négociée, de l'encadrement, du fondement et de la légitimation des fonctions de contrôle du secteur privé par l'administration. Elles ne doivent donc pas être soumises à ce droit, même si leur passation et leur exécution doivent être encadrées.

Procédure

12 L'avant dire droit dans la procédure administrative contentieuse

Étude par Denis de LA BURGADE,
Docteur en droit, avocat au barreau de Paris (p. 13)

Veille

13 Droit administratif transnational

par Mathias AUDIT,
Professeur à l'université de Caen (p. 2)

Notamment ce mois-ci

Commentaires

► 93 Aides publiques

Combinaison des règles générales et des règles spéciales (p. 20)
par Michel BAZEX et Sophie BLAZY

► 94 Délégation de service public

Atteinte à l'égalité de traitement des candidats (p. 23)
par Alain MÈNÈMÈNIS

► 95 Contrats

Le recours à la VEFA pour l'acquisition d'un auditorium (p. 25)
par Jean-François AUBY, Consultant

► 97 Enseignement

Légalité d'un arrêté ministériel prévoyant des punitions collectives (p. 27)
par Antony TAILLEFAIT, Maître de conférences à l'université d'Angers

► 98 Entreprises publiques

Continuité du service public et droit de grève (p. 29)
par Martine LOMBARD

► 101 Contentieux

Le contentieux des péages autoroutiers restera-t-il administratif ? (p. 32)
par Denis BROUSSOLLE,
Professeur à l'université de Bourgogne

► 103 Référé

La suspension des décisions de rejet (p. 34)
Note CE

► 104 Référé

L'analyse concurrentielle dans la caractérisation de l'urgence (p. 35)
par Géraud d'ALBOY, Allocataire moniteur à l'université Paris X - Nanterre

Sommaire

REPÈRE (page 2)

- Images administratives et droits privés, images privées et droits administratifs.....n° 6

ALERTES (page 2)n° 12 et 13

ÉTUDES (page 7)

- Les associations et le droit administratif : plaidoyer pour la convention d'objectifs et de moyens.....n° 11
- L'avant dire droit dans la procédure administrative contentieusen° 12

COMMENTAIRES

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES (page 19)

- Élus locaux
| Le remboursement des frais liés à l'exercice de « mandats spéciaux »n° 92

CONCURRENCE (page 20)

- Aides publiques économiques
Aides d'État : la combinaison des règles générales du Traité et des régimes spéciaux.....n° 93

CONTRATS (page 23)

- Délégations de service public
La concession de casinosn° 94
- Contrats Divers
Le recours à la VEFA pour l'acquisition d'un auditorium.....n° 95

DOMAINE (page 26)

- Domaine public
Photographies exposées dans les musées et vie privée.....n° 96

ENSEIGNEMENT (page 27)

- Vie scolaire
Légalité d'un arrêté ministériel prévoyant des punitions collectives.....n° 97

ÉTABLISSEMENTS ET ENTREPRISES PUBLICS (page 29)

• Entreprises publiques

La continuité du service public n'impose pas à la RATP d'organiser un service minimum en cas de grève.....n° 98

INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS (page 31)

• Informatique et libertés

Système d'information Schengen : la contestation d'un signalement opéré par les autorités d'un autre État partie n° 99

OUTRE-MER (page 32)

• Polynésie

L'usage du français dans les institutions du territoire.....n° 100

PROCÉDURE (page 32)

• Compétence administrative ou judiciaire

Le contentieux des péages autoroutiers restera-t-il administratif ?n° 101

• Référé

Référé-liberté et libre exercice des mandats locaux.....n° 102

| La suspension des décisions de rejetn° 103

L'analyse concurrentielle dans la caractérisation de l'urgence par le juge des référés.....n° 104

• Jugements

Commissaire du gouvernement : la Cour européenne des droits de l'homme persiste et signen° 105

| Exécution des jugements : procédure de liquidation de l'astreinten° 106

TRAVAIL (page 38)

• Licenciement

| Les justifications possibles du licenciement pour motif économique.....n° 107

URBANISME (page 39)

• Permis de construire

La notion de construction réalisée « pour le compte de l'État »n° 108

Notification des recours contre les jugements.....n° 109

Les articles dont le titre est précédé d'un filet sont des arrêts annotés par Emmanuel Glaser et Rémi Keller, commissaires du gouvernement près le Conseil d'État

Index

Association

Convention d'objectifs et de moyensétude 11

Collectivités territoriales

Élus locauxcomm. 92

Compétence administrative ou judiciaire

Rapports des services publics avec leurs usagers.....comm. 101

Concurrence

Aides d'Étatcomm. 93

Contrats

Vente en l'état futur d'achèvementcomm. 95

Délégation de service public

Passationcomm. 94

Domaine public

Droit à l'imagerepère 6

Musée.....comm. 96

Droit administratif

Droit administratif transnational.....alerte 13

Droit communautaire

Lobbying.....alerte 12

Enseignement

Vie scolairecomm. 97

Entreprise publique

Grèvecomm. 98

Informatique et libertés

Système d'information Schengencomm. 99

Polynésie

Assemblée territorialecomm. 100

Procédure

Commissaire du gouvernementcomm. 105

Exécution des jugements.....comm. 106

Jugement.....étude 12

Référécomm. 102

Référé-suspension

Suspension d'une décision de rejetcomm. 103

Urgence.....comm. 104

Travail

Licenciement.....comm. 107

Urbanisme

Permis de construirecomm. 108, 109